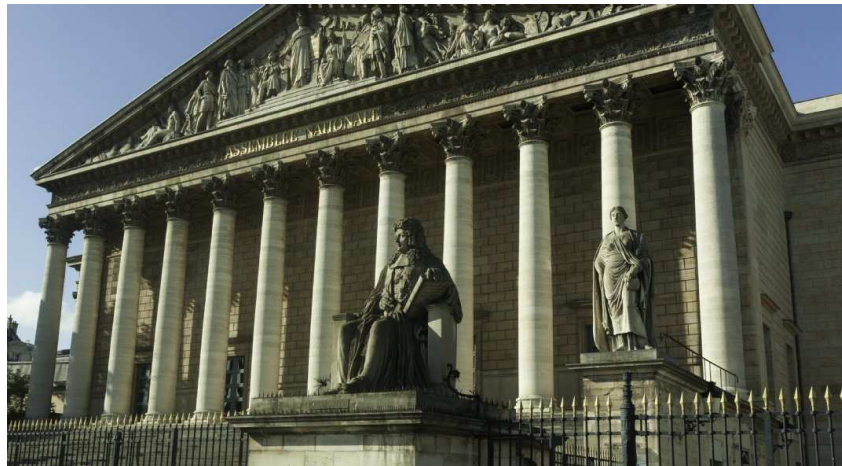


## 65 députés signent une proposition de loi visant à généraliser l'enseignement des enjeux liés au changement climatique

5-7 minutes

Delphine Batho (NI, Deux-Sèvres), Matthieu Orphelin (NI, Maine-et-Loire) et Cédric Villani (LREM, Essonne) ainsi que 62 députés déposeront ce jeudi une proposition de loi relative à la généralisation de l'enseignement des enjeux liés au changement climatique. Déposé à la veille d'une grève internationale pour le climat, ce texte vise à inscrire cet enseignement dans les principes généraux de l'éducation. Il se veut une réponse au manifeste étudiant pour un réveil écologique et à l'appel du Shift Project visant à "former tous les étudiants du supérieur aux enjeux climatiques et écologiques"



65 députés signent une proposition de loi en faveur de l'enseignement des enjeux climatiques et écologiques ndiggity /Creative Commons Attribution-Share Alike 2.0 Generic

Soixante-cinq députés transpartisans (des groupes NI, LFI, GDR, socialistes et apparentés, Modem, Libertés et territoires, LR, LREM) déposeront jeudi 19 septembre une proposition de loi de 20 articles visant à généraliser l'enseignement des enjeux liés au changement climatique durant toute la scolarité, de l'école aux établissements d'enseignement supérieur.

L'initiative vise à répondre au rapport publié par le Shift Project au printemps 2019 selon lequel 11 % des formations dans l'enseignement supérieur proposent un cours obligatoire dédié aux

enjeux climat-énergie. Mais aussi au manifeste étudiant pour un réveil écologique rédigé quelques mois plus tôt en 2018, et à [l'appel](#) publié par *le JDD* du 15 septembre, visant à "former tous les étudiants du supérieur aux enjeux climatiques et écologiques", signé par plus de 7 700 citoyens, dont plus 100 dirigeants d'établissement, 1 000 enseignants et enseignants-chercheurs et 300 autres professionnels du supérieur.

#### Missions de l'enseignement

"Le propos n'est pas de définir le contenu de ces programmes mais de dire que c'est l'une des missions de l'enseignement", explique à AEF info Delphine Batho lundi 16 septembre 2019. L'article 1er du texte inscrit en effet "l'enseignement des enjeux liés à la préservation de l'environnement et de la diversité biologique et aux changements climatiques dans le cadre des limites planétaires" dans les principes généraux de l'éducation.

Le texte vise ensuite à "intégrer l'enseignement obligatoire et interdisciplinaire de ces enjeux aux missions de l'enseignement supérieur, à la stratégie nationale de l'enseignement supérieur, et aux responsabilités qui incombent aux établissements". Et ce, "selon une approche interdisciplinaire, en insistant sur la nécessité de s'appuyer sur les constats scientifiques reconnus, et de mettre en évidence et les implications pour les futures carrières des étudiants".

Il sera aussi possible de créer un service commun aux universités pour "favoriser l'enseignement interdisciplinaire" de ces enjeux.

#### Objectifs de la SNBC

Cet enseignement devra aussi être présent "dans les schémas prévisionnels, les schémas régionaux d'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, les plans régionaux et la carte des formations supérieures". Ainsi que dans "chaque formation professionnelle" et étendu à "l'ensemble des écoles et établissements d'enseignement scolaire public".

Plusieurs articles de la proposition visent à ce que les objectifs de la [SNBC](#) soient pris en compte dans les contrats pluriannuels d'établissement ; les projets éducatifs et les programmes de recherche ; l'enseignement supérieur et la politique générale de l'établissement. La stratégie nationale de recherche devra également être "mise en cohérence" avec la SNBC.

Le CA de chaque université pourra élire un vice-président chargé de la prise en compte des enjeux écologiques, et notamment de leur enseignement à tous les étudiants. Des représentants d'associations de protection de l'environnement pourront siéger dans ce CA.

l'éducation, "levier fondamental"

Afin d'assurer la formation des élèves, les instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation devront former les futurs professeurs des écoles et enseignants à ces enjeux liés à la préservation de l'environnement, à la diversité biologique et aux changements climatiques dans le cadre des limites planétaires. Plus globalement, le dernier article de la proposition de loi vise à ce que les fonctionnaires soient en mesure de se former aux enjeux de la préservation de l'environnement.

"L'article 12 de [l'accord de Paris](#) fait de l'enjeu éducatif un levier fondamental par rapport à la lutte contre le changement climatique", rappelle Delphine Batho.

Le texte est par ailleurs déposé à la veille d'une grève internationale de la jeunesse en faveur du climat et d'un sommet sur l'action climat qui aura lieu à New York lundi 23 septembre 2019. Les députés souhaitent désormais que cette PPL soit "adoptée ou reprise" pour être le plus rapidement adoptée et traduite dans les faits. "Il faut accélérer le mouvement, souligne Delphine Batho, d'autant que c'est une demande de la communauté universitaire."